



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 180 du 8 juillet 2019

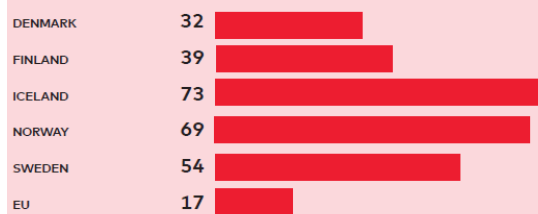
Pays Nordiques

Agriculture. Le Conseil des ministres des pays nordiques a nommé un groupe de travail chargé de coordonner les stratégies des différents pays en matière de résilience agricole. Il s'agit de développer de nouveaux systèmes d'irrigation, de collecte des eaux de pluie et plus généralement de gestion de la ressource en eau, qui soient adaptés à des conditions météorologiques critiques. Le Conseil évoque également la nécessité de développer des variétés de plantes qui résistent mieux aux périodes de forte chaleur et de sécheresse.

Energie. Les ministres de l'énergie des pays nordiques ont annoncé lors d'une réunion à Reykjavik le renforcement de leur coopération en matière énergétique. Cette annonce intervient dans le cadre de l'objectif d'une région nordique neutre en carbone, affirmé par les premiers ministres nordiques en janvier 2019. La recherche et l'innovation sont les deux points jugés essentiels au développement de solutions nécessaires à la transition énergétique. Les ministres de l'énergie ont également présenté de nouvelles mesures pour le marché de l'électricité dans les pays nordiques, afin de poursuivre le développement et le renforcement d'un marché nordique commun de l'électricité.

Renewable energy

% of gross final energy consumption (2016)



Danemark

Gouvernement. Les élections générales, qui se sont tenues le 5 juin dernier, ont porté Mette Frederiksen (social-démocrate) au poste de Premier ministre. Elle succède à Lars Løkke Rasmussen (libéral), qui était à la tête d'une coalition gouvernementale de centre droit. Le 26 juin, les Sociaux-démocrates en situation de gouvernement minoritaire, ont passé un accord avec les autres partis du « bloc rouge » (Liste unitaire – gauche radicale, Parti populaire socialiste – verts, et le Parti social-libéral) sur un programme commun nommé « une direction juste pour le Danemark ». Les partis signataires veulent défendre une Europe plus progressiste et avec une politique climatique ambitieuse, lutter contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale, et renforcer l'État providence danois.

5G. L'opérateur de télécommunications des îles Féroé Føroya Tele, qui, contrairement à l'opérateur historique danois TDC, a continué sa collaboration avec le fournisseur chinois Huawei, s'apprête à fournir la 5G à ses clients d'ici la fin de l'été 2019.

Exportations. Toutes les grandes entreprises danoises ont vu leurs ventes en Asie augmenter d'au moins 30% en 2018 (à l'exception d'ISS, en recul de 13%, notamment du fait de sa volonté de se retirer des marchés insuffisamment matures). L'entreprise Arla (produits laitiers) arrive en tête, avec 175% de croissance de ses ventes en Asie sur les 6 dernières années, suivie de DSV (transports routiers) avec 113%. En 2018, c'est le champion de l'éolien onshore Vestas qui a connu la croissance des ventes la plus forte en Asie, avec une augmentation de 50% à 1,3 Md€.

Coût de la vie. D'après une étude réalisée par le cabinet de conseil Mercer, Copenhague est la ville d'Europe du Nord dans laquelle le coût de la vie pour les expatriés est le plus élevé en 2019. Conduite annuellement depuis 25 ans, cette analyse compare les coûts de plus de 200 articles (logement, transport, alimentation, vêtements, appareils ménagers et loisirs) dans 209 villes. Alors que les villes en haut de la liste sont très majoritairement des villes asiatiques (Hong Kong, Tokyo, Singapour...), en Europe seules Zurich (5^{ème}), Berne (12^{ème}) et Genève (13^{ème}) devancent Copenhague, 20^{ème} au classement général. Les autres villes d'Europe du Nord sont, quant à elles, bien plus bas dans le classement, Oslo étant à la 61^{ème} position, et Helsinki à la 65^{ème}.

Finlande

Présidence finlandaise de l'UE. La Finlande a pris la présidence tournante de l'UE le 1^{er} juillet dernier. Quatre priorités stratégiques ont été annoncées : renforcer l'Etat de droit, rendre l'UE plus compétitive et socialement plus inclusive, promouvoir une politique climatique plus ambitieuse, et garantir la sécurité des citoyens. La présidence devrait également être marquée par les problématiques liées au Brexit et les négociations sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027, fixant le budget de l'UE pour les années à venir. La volonté de la Finlande de mettre l'accent sur les enjeux climatiques se heurte aux réticences de certains pays d'Europe de l'Est comme la Pologne, la Hongrie et l'Estonie, qui



s'opposent à l'objectif de neutralité carbone de l'UE en 2050 en l'absence de garanties sur d'autres politiques communautaires (cohésion notamment).

Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. En novembre 2018, la Finlande a reçu 2,5 M€ du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) afin d'aider les 1600 employés des grands magasins Anttila et Stockmann licenciés en 2016. Cette aide a ainsi contribué au retour à l'emploi de 85% d'entre eux. Le FEM a pour objectif de contribuer au retour à l'emploi de travailleurs qui se sont retrouvés au chômage en raison de l'ouverture de l'économie à la mondialisation ou d'une crise économique. Il permet de financer des mesures de réorientation professionnelle, de formations, ou encore de création d'entreprise. La Finlande a reçu au total près de 40 M€ de ce fonds en 10 ans, le plus souvent pour des projets du secteur des TIC (la part de la contribution du FEM est de 60% pour chacun de ces projets, les 40% restants sont financés par l'Etat). Sur la période 2015-2016, la Finlande est le pays qui a le plus bénéficié de ce fonds européen (12 M€, soit près de 25% du total des montants accordés) pour un total de 4 projets financés, parmi lesquels figuraient les entreprises Nokia et Microsoft.

Islande

Chasse à la baleine. Pour la première fois depuis 2003, les deux entreprises islandaises spécialisées dans la chasse à la baleine y ont renoncé pour la saison 2019. L'entreprise IP-Utgerd a annoncé jeudi 27 juin son intention d'abandonner la chasse aux petits rorquals suite à l'extension de la zone d'interdiction dans la baie de Faxaflói. L'entreprise Hvalur avait quant à elle renoncé début juin au motif que les permis de chasse pour les rorquals communs avaient été délivrés trop tard pour que les navires puissent être préparés à temps. A ces difficultés, s'ajoutent le rétrécissement du marché intérieur et la pression internationale.

Coût de la vie. Selon un rapport d'Eurostat publié fin juin 2019, en Islande les prix des biens et services de consommation sont en moyenne 56% plus élevés que dans les autres pays européens pour l'année 2018. Ce rapport compare les niveaux de prix entre 37 pays européens participant au programme Eurostat-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat (PPP). La Suisse se situe en deuxième position avec des prix 52 % supérieurs à la moyenne, viennent ensuite la Norvège (48 %), et le Danemark (38 %).

Politique budgétaire. Le 28 juin, les comptes publics pour l'année 2018 ont été publiés et transmis au Parlement. Un excédent de 84 Mds ISK (593 M€) en 2018 (contre 39 Mds ISK (275 M€) en 2017) a été enregistré, ce qui représente 5 Mds ISK (35 M€) de plus que ce qui avait été prévu dans le plan budgétaire et fiscal du gouvernement. Les recettes se sont élevées à 828 Mds ISK (5,8 Mds€) et les dépenses de fonctionnement à 780 Mds ISK (5,5 Mds€). Ces résultats confirment la bonne situation budgétaire de l'Islande et reflètent la vigueur de l'économie malgré le ralentissement observé au second semestre 2018. C'est seulement la deuxième année que ces résultats font l'objet d'une publication, conformément aux dispositions de la loi sur les finances du secteur public et à la mise en œuvre de nouvelles normes d'informations financières.

Norvège

Politique monétaire. Le 20 Juin, la Banque de Norvège a annoncé une hausse de 25 points de base de ses taux directeurs pour atteindre 1.25%, son plus haut niveau depuis 4 ans. Il s'agit de la troisième hausse de taux consécutive dans un contexte où les banques centrales ont plutôt tendance à baisser leurs taux directeurs. Cette décision est justifiée par la solidité de la croissance économique norvégienne, un niveau d'inflation supérieur aux prévisions et les inquiétudes liées aux tensions commerciales notamment entre les Etats Unis et la Chine. D'autres hausses de taux sont à prévoir d'ici la fin de l'année. Même si cette hausse était anticipée par les marchés, la couronne norvégienne a tout de même gagné 0.97% par rapport à l'euro le jour de l'annonce.

Transport maritime. Dans sa quête de réduction de 50% des émissions de CO₂ dans le transport maritime, le gouvernement norvégien a lancé un plan d'action afin de moderniser ce secteur pour le rendre plus responsable et moins polluant. Même si la Norvège est en avance en matière de transport maritime vert notamment avec le succès de l'électrification des ferries, la Première Ministre Erna Solberg a annoncé que des efforts devraient être faits pour électrifier les bateaux de pêche et de croisière. Un soutien financier aux comtés est également prévu pour promouvoir des solutions vertes dans le transport maritime régional. La Norvège s'est fixé un objectif de zéro émission dans l'exploitation des ressources en mer et des ports.

Industrie. Les bénéfices des entreprises industrielles et commerciales norvégiennes ont fortement augmenté entre 2016 et 2018. En effet, en 2018, la somme des bénéfices des entreprises de ces secteurs a atteint 428 Mds NOK contre 300 Mds NOK en 2016 (respectivement 44,4 et 31,1 Mds€). Les entreprises des secteurs de l'informatique et des télécommunications ont connu la plus forte croissance avec des bénéfices de 80 Mds NOK contre 26 Mds NOK en 2016 (respectivement 8,3 et 2,7 Mds€). Elles dépassent ainsi les entreprises de l'industrie lourde dont les bénéfices s'élevaient à 75 Mds NOK en 2018 contre 43 Mds NOK en 2016 (respectivement 7,8 et 4,5 Mds€). Les centrales énergétiques complètent le podium avec une croissance de leurs bénéfices de 18 Mds NOK (1,9 Mds€) entre 2016 et



2018 puis viennent les secteurs de l'immobilier et du transport.

Pétrole. ExxonMobil a annoncé la vente de toutes ses parts dans 20 gisements sur le plateau continental norvégien, dont la valeur est estimée à 34 Mds NOK (3,5 Mds€). La compagnie américaine ne possède plus de plateforme en Norvège depuis 2017.

Energie éolienne. Le ministère du pétrole et de l'énergie envisage la possibilité de créer des parcs éoliens offshore au large des côtes norvégiennes. Deux localisations sont étudiées pour le moment : Utsira Nord et Sørlige Nordsjø II. Selon le ministre, Kjell-Børge Freiberg, le coût d'exploitation de l'énergie éolienne est déjà bas et devrait continuer à baisser à l'avenir ce qui représente une opportunité pour les entreprises norvégiennes.

Suède

Taux de chômage. Selon les chiffres d'Eurostat, le taux de chômage suédois s'élevait en mai à 6,3% (même chiffre que la moyenne de l'Union européenne), en légère augmentation de 0,1% par rapport à mai 2018. La Suède fait partie des quatre pays de l'UE (Danemark, Luxembourg, Pologne), pour lesquels le taux de chômage a augmenté.

Emprunt des ménages. L'augmentation des emprunts des ménages en glissement annuel était de 5% en mai 2019, en légère diminution par rapport à période mai 2017-mai 2018 (augmentation de 6,6%). L'emprunt des ménages s'élevait en mai 2019 à 4 084 Mds SEK (408 Mds€), soit 194 Mds SEK (19 Mds€) de plus qu'en mai 2018.

Foresterie. Malgré les incendies, sécheresses et tempêtes survenues en 2018, le prix des propriétés forestières a augmenté de près de 6% l'an dernier. La pénurie de matières premières, la faiblesse de la couronne et les changements structurels dans l'industrie ont contribué à stimuler le marché de la foresterie. Le rapport annuel du consultant immobilier Svefa signale que cette augmentation est la plus marquée dans le sud de la Suède avec des hausses de prix de 6,9%. Dans le centre et le nord de la Suède, les prix ont augmenté de 4,8% et 4,6% respectivement. Les comtés les plus prisés pour les investissements dans des propriétés forestières sont, selon ce même rapport, Stockholm, Uppsala, Västra Götaland et Skåne, tandis que Gotland, Norrbotten et Värmland attirent moins les investisseurs. Les ventes de propriétés forestières ont ainsi augmenté de 12% l'an dernier, et jusqu'à 26% dans certaines régions du sud.

Pêche. Suite à la publication du dernier rapport annuel du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM), le gouvernement suédois a exprimé sa volonté d'interrompre la pêche de la morue dans l'Ouest de la Baltique pendant un an. En effet, la dégradation des populations dans la région (400 000 tonnes étaient pêchées il y a 40 ans contre 20 000 tonnes aujourd'hui) et de la santé de l'espèce qui peine à s'alimenter (maigre, taille réduite, durée de vie écourtée) alarme les scientifiques. Le gouvernement souhaiterait également étendre l'interdiction à la pêche au hareng qui est une source de subsistance de la morue.

Transdev. Le groupe remporte l'ensemble du réseau de bus de Göteborg qui correspond à 5 contrats d'une valeur totale de 760 M€ sur 10 ans. Transdev va ainsi opérer le réseau à partir de décembre 2020 avec 370 bus dont 160 électriques, ce qui fait de Transdev l'opérateur de Suède avec la plus grande flotte de bus. Ces contrats permettent également au groupe de devenir le principal opérateur de transports collectifs à Göteborg qui opère depuis 2004 le réseau de ferries via sa filiale Styröbolaget.

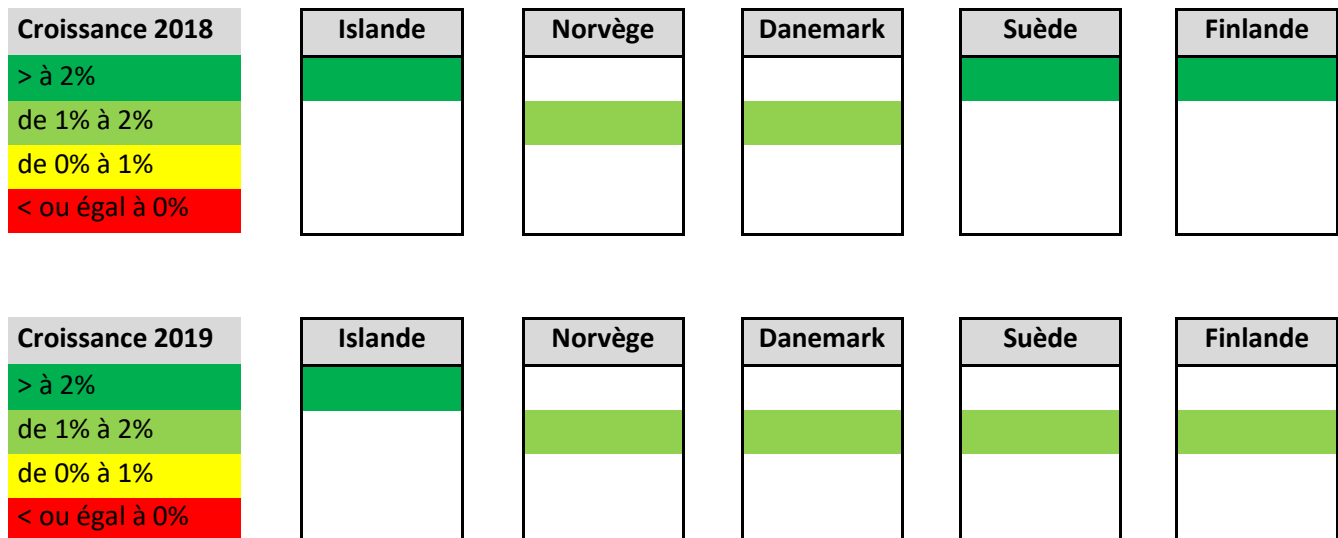
H&M. Le dernier rapport trimestriel du groupe témoigne de la bonne santé du géant du prêt à porter avec une augmentation des ventes de 12% par rapport à la même période l'année dernière. Les recettes d'H&M s'élèvent ainsi à 5,9 Mds SEK (559 M€) au second trimestre, notamment grâce à une hausse de 20% des ventes en lignes.

Preem. L'autorisation d'étendre la raffinerie de l'entreprise Preem à Lysekil va être réexaminée par le gouvernement suédois. Cela fait suite à une demande de l'Agence suédoise de protection de l'environnement (Naturvårdsverket), qui a informé le gouvernement d'un niveau d'émissions de la raffinerie trop élevé par rapport à ce qui était prévu en amont des travaux.



La quinzaine nordique – 8 juillet 2019 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,4	2,1	2,3	1,6	-	-
Banque centrale	1,3	1,8	2,9	2,2	1,7	2,4	2,2	1,3	4,6	-0,4
Institut stat./conj****.	1,3	2,4	2,8	2,4	1,4	2,1	2,2	1,3	4,6	-0,2
Commission*	1,4	1,7	2,3	1,6	1,4	1,8	2,3	1,4	4,8	1,8
FMI**	1,2	1,8	2,4	1,9	1,4	2,0	2,3	1,2	4,6	1,7
OCDE***	1,4	2,1	2,3	1,5	1,4	1,8	2,4	1,6	4,6	1,0
SEB	1,1	2,0	2,3	1,9	2,1	2,5	2,2	1,6	-	-
Nordea	0,9	1,8	2,3	1,5	2,5	2,6	2,3	1,0	-	-
Danske Bank	1,0	2,0	1,7	1,5	2,2	2,6	2,2	1,4	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2019)

** World Economic Outlook (avril 2019)

*** Perspectives économiques (mai 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	0,7	0,6	-	-
Commission*	0,5	0,6	-0,7	-0,4	7,2	7,4	0,9	0,4	1,1	0,9
FMI**	-0,1	-0,4	-1,0	-0,3	7,5	7,5	0,8	0,5	1,1	0,7
OCDE***	0,5	0,3	-0,7	-0,4	7,2	7,8	0,9	0,8	1,1	0,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	38,8	34,5	-	-
Commission*	34,1	33,0	58,9	58,3	33,6	32,1	38,8	34,4	40,6	38,3
FMI**	34,3	33,6	60,5	59,9	36,8	36,8	39,0	37,2	35,4	33,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,7	1,3	1,2	1,4	3,0	2,6	2,0	1,5	2,7	3,5
cons. privée*	2,3	2,0	1,4	1,6	2,0	1,8	1,2	1,8	4,8	3,4
chômage (BIT)*	5,0	4,8	7,4	6,7	3,7	3,4	6,3	6,4	2,9	3,2

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2019)*

** *World Economic Outlook (avril 2019)*

*** *Perspectives économiques (mai 2019)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

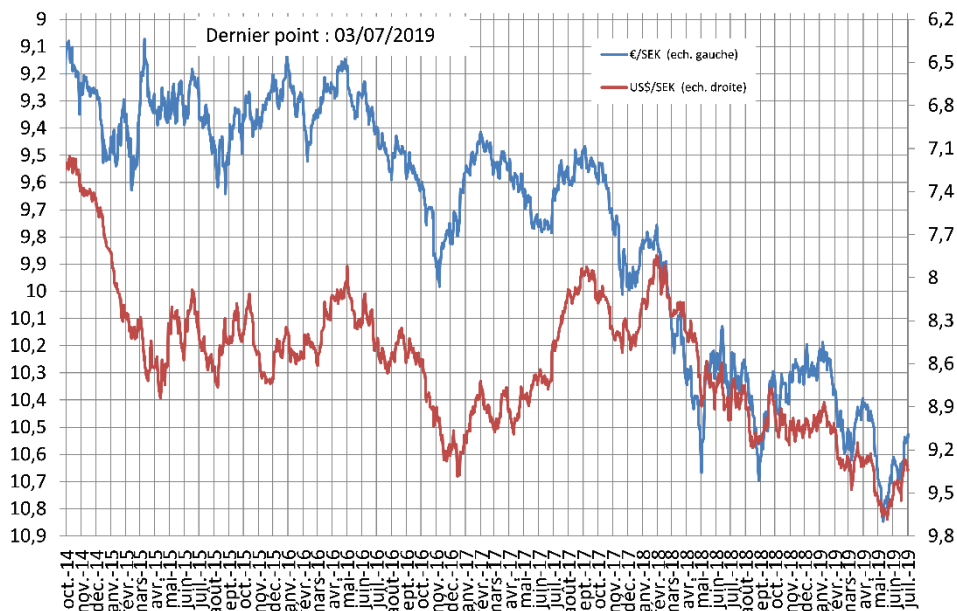
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

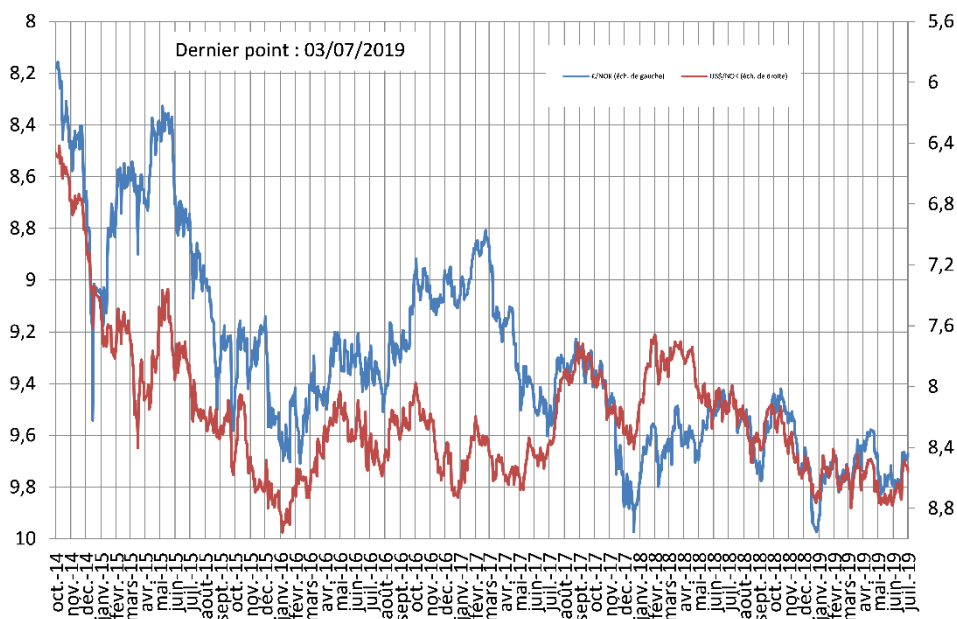


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, I. Saragosa), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen), Oslo (S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, L. Courtade) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, R. Saudrais, F. Caudron, N. Valin, M. Adam).